

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL (ex GDE)**

ZI de Cadrean  
BP 47  
44550 Montoir-De-Bretagne

Références : IC260288  
Code AIOT : 0010003884

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement REVIVAL (ex GDE) implanté 7 RUE GUSTAVE EIFFEL 28500 Vernouillet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL (ex GDE)
- 7 RUE GUSTAVE EIFFEL 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010003884
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL exploite une installation de transit, regroupement et traitement de déchets située au sein de la zone industrielle de Vernouillet.

L'installation, anciennement exploitée par la société Guy Dauphin Environnement, est également agréée pour son activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ☐ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ☐ les observations éventuelles ;
  - ☐ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ☐ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ☐ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ☐ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Demande d'action corrective	1 mois
3	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II	Demande d'action corrective	15 jours
5	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	15 jours
10	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
12	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	Sans objet
8	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
9	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
11	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Valeurs limites de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 8,5 (9,5 en cas de neutralisation - alcaline) ; température < 30 °C [...] ; c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/l. DCO : 125 mg/l ; DBO5 : 30 mg/l [...] d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al [...].
<u>Constat de la visite d'inspection précédente (15 juin 2023)</u>  Dépassement des valeurs-limites en concentration pour les paramètres DCO, DBO5 et Chrome VI.  <b><u>Visite d'inspection du 12 février 2026</u></b> Sur place, l'inspection des installations classées consulte le rapport d'analyse de la société EUROFINS en date du 22 octobre 2024. Ce dernier indique les résultats suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• pH : 7.3</li><li>• DCO : 58 mg/l</li><li>• DBO5 : 12.9 mg/l</li><li>• Chrome VI : &lt;10µg/l</li><li>• Plomb : 203 µg/l</li><li>• Hydrocarbures totaux : 1 mg/l</li><li>• Métaux totaux : 12.5 mg/l</li><li>• MES : 78.3 mg/l</li></ul> <b><u>Constat :</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>La non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est levée,</u></li><li>• <u>Dépassement de la valeur-limite pour le paramètre MES.</u></li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres [...].
<u>Constat de la visite d'inspection précédente (15 juin 2023)</u>  Absence de moyens nécessaires à l'évaluation du volume des stocks de déchets.  <b><u>Visite d'inspection du 12 février 2026</u></b> Sur place, l'inspection des installations classées constate la mise en place d'un repaire visuel pour chaque zone d'entreposage, permettant de garantir une hauteur maximale de 6 mètres.  <b><u>La non-conformité relevée lors de la précédente inspection est levée.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Procédure d'information préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'information préalable
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.a) Informations à fournir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- source (producteur) et origine géographique du déchet ;</li> <li>- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li> <li>- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;</li> </ul>

- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

#### Constat de la visite d'inspection précédente (15 juin 2023)

Les DIB sont admis dans l'installation sans faire l'objet d'une procédure d'information préalable.

#### **Visite d'inspection du 12 février 2026**

Sur place, l'inspection des installations classées constate que les certificats d'acceptation préalable (CAP) contiennent désormais des informations relatives aux DIB.

Par sondage, l'inspection des installations classées consulte les CAP suivants :

- CAP signé le 7 juillet 2025 par l'entreprise "TY Bâtiment" pour l'apport de métaux, ferrailles, bois, cartons/papiers et verres. Ce document ne comprend pas le code déchet et n'a pas été signé par la société REVIVAL. Par conséquent, le document ne mentionne pas si la société REVIVAL a accepté le déchet. De plus, le document ne mentionne ni la date d'acceptation du déchet ni la date de fin de validité du CAP.

- CAP signé le 23 décembre 2024 par la société "Agilink" pour l'apport de déchets dénommés "Production systèmes interconnexions électriques". Ce document n'a pas été signé par la société REVIVAL. Par conséquent, le document ne mentionne pas si la société REVIVAL a accepté le déchet. De plus, le document ne mentionne ni la date d'acceptation du déchet ni la date de fin de validité du CAP.

#### **Constat :**

**- La non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est levée,**

**- Le code déchet est absent de certains CAP,**

**- Les documents consultés ne sont pas complétés par la société REVIVAL (signature, date d'acceptation, durée de validité du CAP et décision d'acceptation du déchet).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 4 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées [...].

#### Constat de la visite d'inspection précédente (15 juin 2023)

Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle périodique et celles-ci présentent des non-conformités.

**Visite d'inspection du 12 février 2026**

Sur place, l'inspection des installations classées consulte le compte-rendu de vérification périodique des installations électriques (Q18) daté du 8 décembre 2025. Ce document, édité par la société SOCOTEC EQUIPEMENT, indique que l'installation électrique « ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ».

**Constat : La non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Détection et surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

**Visite d'inspection du 12 février 2026**

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables ne sont pas équipées d'une détection automatique de départ d'incendie. À noter que le site ne dispose pas de stockage en petits îlots.

**Constat : Le site ne dispose pas d'une détection automatique pour les zones recevant des déchets combustibles ou inflammables.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Rondes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</li> <li>- le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>- la formation du personnel concerné ;</li> <li>- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</li> <li>- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</li> </ul>
<p><b><u>Visite d'inspection du 12 février 2026</u></b></p> <p>Sur place, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées ne pas réaliser de ronde dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables. Par conséquent, aucune consigne n'a été réalisée en ce sens.</p> <p><b><u>Constat :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b><u>L'exploitant n'organise pas de ronde dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables.</u></b></li> <li>• <b><u>L'exploitant n'a pas déterminé les consignes relatives à l'organisation des rondes.</u></b></li> </ul> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Présence du plan de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : [...]
<b><u>Visite d'inspection du 12 février 2026</u></b>  Sur place, l'inspection des installations classées consulte le plan de défense contre l'incendie (PDI). Les éléments suivants sont jugés manquants :  - Les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en période non ouvrée, - Les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours.  A noter que le PDI est disponible à l'entrée du site dans une boîte aux lettres à disposition des services d'incendie et de secours.  <b><u>Constat : Le plan de défense contre l'incendie ne contient pas l'ensemble des éléments prescrits par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</u></b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 8 : Maîtrise des sinistres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les

<p>autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>[...]</p>
<p><b><u>Visite d'inspection du 12 février 2026</u></b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que des exercices sont organisés annuellement sur le site. Ces derniers font l'objet d'un compte-rendu. Par sondage, l'inspection des installations classées consulte le compte-rendu de l'exercice incendie du 5 mars 2025 (simulation d'un départ de feu dans la zone ferraille).</p> <p>À l'issue de cet exercice, un plan d'amélioration est établi par l'exploitant (achat d'une corne de brume et réparation des vannes de confinement).</p> <p>L'exploitant indique que les agents du site sont formés aux premiers secours, à l'évacuation et à la manipulation des moyens d'extinction et de lutte contre l'incendie. De plus, des "quarts d'heure" sécurité sont régulièrement effectués par le service HSE.</p> <p><b><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. [...]</p>
<p><b><u>Visite d'inspection du 12 février 2026</u></b></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées consulte l'état des stocks. Ce dernier est mis à jour instantanément. Pas sondage et pour le 12 février 2026 à 13h42, l'inspection des installations classées consulte la quantité stockée pour les déchets suivants :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Batterie : 1.929 tonne,</li> <li>- DIB : 18.639 tonnes,</li> <li>- Carton : 2.3 tonnes,</li> <li>- Ferrailles à broyer : 38.728 tonnes.</li> </ul> <p><b><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Stockage des batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p><b><u>Visite d'inspection du 12 février 2026</u></b></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées constate que les batteries aux plombs sont séparées des batteries lithium.</p> <p>Ces dernières sont stockées dans un fût métallique avec de la vermiculite à l'intérieur du bâtiment principal tandis que les batteries aux plombs sont stockées dans une caisse-palette à l'extérieur. L'exploitant indique que la durée de stockage des batteries n'excède pas 6 mois.</p> <p><b><u>Constat : Les contenants spécifiques aux batteries lithium ne présentant pas une résistance au feu au moins R60.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Organisation liée au REX**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du REX

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

**Visite d'inspection du 12 février 2026**

Sur place, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'à partir du 1er janvier 2026, la déclaration des accidents ou des incidents doit être effectuée sur le site "entreprendre.service-public.gouv.fr".

De plus, l'exploitant indique que, lors d'un accident, les éléments suivants sont mis en place :

- Boucle de discussion interne (HSE et Direction),
- Main courante,
- Rédaction d'une fiche incident et déclaration en ligne.

Par la suite et a posteriori, une analyse de l'événement est réalisée par l'équipe HSE et un RETEX est organisé lors d'un séminaire annuel relatif aux risques incendie.

**Constat : Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III

**Thème(s) :** Risques chroniques, PFAS

**Prescription contrôlée :**

[...]

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.[...]

**Visite d'inspection du 12 février 2026**

Pour mémoire, la société REVIVAL a été mise en demeure, le 4 juin 2025 de respecter les

dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant de l'autorisation, en transmettant sous un mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, via l'outil dématérialisé GIDAF, les résultats des campagnes de mesures requises.

A ce titre, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées avoir d'ores et déjà réalisé deux campagnes de mesures, la troisième étant en cours de réalisation.

**Cependant, les campagnes n'étant pas finalisées, la mise en demeure ne peut être levée.**

**Constat : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées l'ensemble des résultats des campagnes requises par l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois